



Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 557 005,50 €
Siège social : Prologue-Biotech – 516, Rue Pierre et Marie Curie - 31670 Labège
RCS Toulouse B 439 489 022

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2016

22 septembre 2016

SOMMAIRE

1.	DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016	3
2.	RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016	4
2.1	Faits marquants du 1er semestre 2016.....	4
2.2	Activité et résultats de la société	4
2.3	Évolution et perspectives	6
2.4	Événements survenus depuis la clôture du semestre.....	6
2.5	Facteurs de risques et transactions entre parties liées.....	7
3.	COMPTES SEMESTRIELS RÉSUMÉS ETABLIS EN NORMES IFRS POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOSE LE 30 JUIN 2016	8
3.1	État de situation financière	8
3.2	Compte de résultat.....	9
3.3	État du résultat global	10
3.4	Variation des capitaux propres	11
3.5	Tableau des flux de trésorerie.....	12
3.6	Analyse détaillée de la variation du besoin de fond de roulement (BFR).....	13
3.7	Notes aux états financiers semestriels.....	14
4.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE – PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 30 JUIN 2016	31

1. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2016

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

Labège, le 15 septembre 2016

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Benedikt Timmerman
Président du directoire de GENTICEL

2. RAPPORT D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2016

2.1 FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2016

(se référer aux [communiqués de la Société](#))

- 5 janvier 2016 : GENTICEL nomme Rémi Palmantier en tant que Directeur Scientifique pour accélérer son développement
- 7 janvier 2016 : Évaluation par GENTICEL du test HPV cobas® de Roche Molecular Systems en préparation de la phase 3 de GTL001
- **27 janvier 2016 : Résultats préliminaires à 12 mois de l'essai de phase 2 de GTL001, le candidat immunothérapeutique HPV de GENTICEL**
- 14 mars 2016 : GENTICEL annonce ses résultats annuels 2015 et actualise sa stratégie 2016
- 20 avril 2016 : Résultats complémentaires à 12 mois de l'étude de phase 2 de GTL001
- 1^{er} juin 2016 : Publication dans 'Clinical Cancer Research' des résultats de Phase 1 de GTL001
- 13 juin 2016 : Achèvement des essais de stabilité de 5 ans de GTL001 et de l'évaluation du test HPV cobas® de Roche
- 15 juin 2016 : Présentation des résultats cliniques de GTL001 et des résultats précliniques de GTL002 au congrès EUROGIN 2016
- **23 juin 2016 : Analyse intermédiaire à 18 mois de l'essai de phase 2 de GTL001**

2.2 ACTIVITÉ ET RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

2.2.1 OPÉRATIONS

- **Candidats immunothérapeutiques HPV, GTL001 et GTL002**

Le 1^{er} semestre a été marqué par les premiers résultats de l'étude de phase 2 en Europe de GTL001, le candidat immunothérapeutique le plus avancé de la Société contre les infections HPV 16 et 18.

L'analyse à 12 mois, publiée en janvier 2016, n'a pas montré de différence statistique en matière de clairance virale entre le groupe traité et le groupe placebo dans la population totale. Cette différence était néanmoins significative dans 2 sous-groupes prédéfinis, celui des patientes à cytologie normale et celui des patientes âgées de moins de 30 ans. Compte-tenu du mécanisme d'action de GTL001, il a été jugé, à ce stade, que les données à 18 mois étaient nécessaires pour se prononcer sur la faisabilité d'un programme de phase 3.

La Société a, de ce fait, annoncé en mars 2016 qu'elle limitait ses investissements sur ce candidat vaccinal thérapeutique à la poursuite des deux essais cliniques en cours et qu'elle suspendait les investissements envisagés pour la préparation d'une phase 3 de GTL001 ainsi que pour les activités précliniques de GTL002, son 2^{ème} candidat (multivalent HPV). Elle a également restructuré ses opérations pour préserver sa trésorerie dans l'attente des résultats complémentaires à 18 mois.

Néanmoins, l'analyse intermédiaire des données à 18 mois, rendue publique en juin 2016, ne montre toujours pas de différence statistique en matière de clairance virale entre le groupe traité et le groupe placebo.

Ces résultats, qui ne correspondent pas aux attentes, conduisent la Société à reconsidérer les plans de développement préclinique et clinique de son programme HPV comprenant les candidats GTL001 et GTL002. Se référer au chapitre 2.3 suivant Évolution et perspectives.

▪ Partenariat avec SIIIL

La plateforme technologique de 2^{ème} génération de la Société, Vaxiclase, peut être utilisée, non seulement en tant que système de vectorisation d'antigènes, comme c'est le cas pour GTL002, mais aussi en tant qu'antigène de la coqueluche dans le cadre du développement de vaccins prophylactiques puisqu'il s'agit d'une protéine issue de l'agent causal de la coqueluche (« Bordetella Pertussis »).

Genticel a octroyé, en février 2015, une licence d'utilisation en tant qu'antigène de sa plateforme technologique Vaxiclase à Serum Institute of India Ltd (SIIL). Dans le cadre de cette licence, SIIL évalue Vaxiclase en tant qu'antigène pour le développement, pour les marchés émergents, de vaccins prophylactiques acellulaires multivalents contenant notamment des antigènes de la coqueluche. Dans le cas de l'utilisation de Vaxiclase en tant qu'antigène, elle sera dorénavant considérée comme un nouveau candidat produit appelé GTL003.

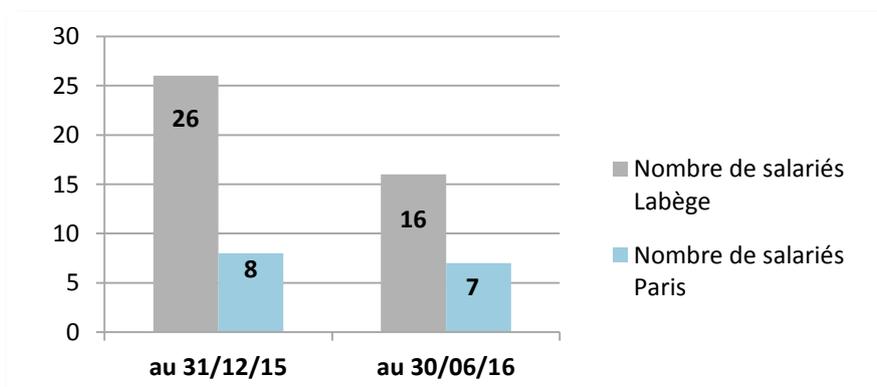
En contrepartie de l'accès à et de l'utilisation de GTL003 dans l'indication et les pays autorisés, Genticel pourrait percevoir jusqu'à 57 M USD de paiements initiaux et de paiements d'étapes sur le développement et les ventes, ainsi que des redevances à un chiffre sur les ventes nettes.

De premiers revenus générés par le partenariat avec Serum Institute of India Ltd ont été enregistrés en 2015 (178 k€ en 2015 dont 88 k€ en H1 2015) et 2016 (220 k€ - se référer au paragraphe 2.2.3 Revenus ci-après). Les travaux en collaboration avec SIIL se sont poursuivis de manière satisfaisante au 1^{er} semestre 2016.

2.2.2 RESSOURCES HUMAINES

Comme annoncé le 14 mars 2016, la Société a restructuré ses opérations au cours du 1^{er} semestre 2016 pour préserver sa trésorerie. Cette restructuration a donné lieu à une réduction des effectifs qui sont passés de 34 personnes au 31 décembre 2015 à 23 personnes au 30 juin 2016.

La réduction des effectifs est illustrée dans le tableau ci-dessous.



2.2.3 REVENUS

Il est rappelé que compte tenu de son stade de développement, la Société ne génère à ce jour aucun chiffre d'affaires récurrent issu de la commercialisation de ses propres produits.

La Société a conclu le 2 février 2015 un accord de licence avec l'entreprise pharmaceutique Serum Institute of India Ltd. (SIIL) relatif à sa technologie Vaxiclase, dans le cadre de la mise au point par SIIL de vaccins acellulaires et multivalents contenant notamment des antigènes contre la coqueluche pour les marchés émergents.

En contrepartie de l'accès à et de l'utilisation de Vaxiclase dans l'indication et les pays autorisés, Genticel pourrait percevoir jusqu'à 57 M USD de paiements initiaux et de paiements d'étapes sur le développement et les ventes en fonction de critères définis aux termes de l'accord, ainsi que des redevances à un chiffre sur les ventes nettes.

Au titre de ce contrat, un revenu initial de 100 K\$ (88 K€) avait été enregistré au 1^{er} semestre 2015. Au cours du 1^{er} semestre 2016, la Société a facturé à SILL un montant de 250 K\$ (220 K€) correspondant à des évaluations complémentaires faites à la demande de SILL.

2.2.4 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Le résultat opérationnel de la société qui s'établit à -4 772 K€ est conforme aux anticipations de la société.

La réduction des dépenses de Recherche et Développement par rapport au 1^{er} semestre 2015 (4 873 K€ versus 6 075 K€) est liée aux premières réductions d'activités de développement clinique, en particulier la suspension des investissements liés à la préparation des lots de phase 3 pour GTL001.

La réduction de ces dépenses (-20 %) ne s'est pas traduite par une réduction proportionnelle du produit lié au Crédit Impôt Recherche qui s'établit à 1 943 K€ au 30 juin 2016, le montant des dépenses éligibles au 1^{er} semestre 2016 étant équivalent à celui du 1^{er} semestre 2015.

Les coûts administratifs s'établissent à 2 062 K€ sur le 1^{er} semestre 2016 soit une hausse de + 508 K€ par rapport au 1^{er} semestre 2015. Cette progression s'explique en grande partie par les frais de restructuration engagés sur le 1^{er} semestre de 2016 pour un montant total de 367 K€.

2.2.5 RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier s'établit à 21 K€ sur le 1^{er} semestre 2016 soit une réduction de 77 K€ par rapport au 1^{er} semestre 2015. Cette réduction s'explique par la réduction du niveau global de trésorerie de la société et par une diminution très significative de la rémunération offerte pour la trésorerie placée.

2.2.6 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2016 ressort à 2 521 K€ contre 2 317 K€ au 30 juin 2015. Comme lors du 1^{er} semestre 2015, le remboursement de la créance du Crédit Impôt Recherche de 2015 est attendu au 2^{ème} semestre 2016 ce qui tend à augmenter le besoin en fonds de roulement de la société lors du 1^{er} semestre.

2.2.7 TRÉSORERIE ET PLACEMENTS LIQUIDES

La trésorerie (4 637 K€) et les placements liquides (10 187 K€) au 30 juin 2016 ressortent à 14 825 K€ contre 25 164 K€ au 30 juin 2015. Cette diminution s'explique essentiellement par la consommation de trésorerie liée aux efforts de recherche de la Société en conformité avec les prévisions de la Société.

2.3 ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES

La Société considère que les résultats à 12 et 18 mois de la phase 2 de GTL001 ne permettent plus d'envisager un partenariat susceptible de financer un passage de ce candidat directement en phase 3.

Les études cliniques en cours de GTL001 seront finalisées, sans investissement supplémentaire pour préparer un programme de phase 3 de GTL001. D'autre part, le développement des deux candidats immunothérapeutiques HPV, GTL001 et GTL002, ayant de nombreux points communs, la Société a décidé de stopper le développement préclinique de GTL002.

Des modifications dans les modalités du développement de GTL001 ou de GTL002, comme, par exemple, un changement de l'adjuvant ou du protocole d'administration (dose, voie d'administration, nombre d'injections), pourraient permettre d'aboutir à des résultats cliniques convaincants. Leur échéance serait plus lointaine que celle envisagée initialement, compte tenu de la nécessité de valider les modifications considérées au stade préclinique. Sur cette base, la Société souhaite céder à un futur partenaire tout ou partie de son portefeuille HPV.

Par ailleurs, les moyens financiers dont la Société dispose lui permettent :

- de poursuivre son partenariat avec Serum Institute of India Ltd. et d'explorer des possibilités d'extension de ce partenariat ; le franchissement d'une étape préclinique, déterminante pour la poursuite de cette collaboration, est prévu au 4^{ème} trimestre 2016 ;
- d'accélérer la diversification des activités de la Société ; à ce titre, la Société a annoncé, le 6 juillet 2016, avoir engagé la société Eumedix, spécialiste européen reconnu de la finance d'entreprise, en tant que conseiller stratégique. Eumedix assiste Genticel dans l'évaluation de ses options stratégiques, avec un accent particulier sur la facilitation de l'accès de Genticel à des candidats-médicaments innovants, le cas échéant, au moyen d'une fusion ou d'une acquisition.

En complément de cette recherche de nouvelles opportunités, la Société poursuit au 2ème semestre 2016 sa politique de préservation de sa trésorerie et de mise en adéquation de ses ressources avec la réduction du plan de charges lié aux projets GTL001 et GLT002. En particulier, la Société a entamé, dans le respect du droit français, des discussions avec les représentants des salariés de Genticel sur un nouveau projet de réduction des effectifs pour motif économique, prenant en compte les différentes échéances des travaux en cours.

2.4 ÉVÉNEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DU SEMESTRE

- Nomination d'Eumedix comme conseiller stratégique pour Genticel dans sa recherche de nouveaux médicaments-candidats innovants.

Le 6 juillet 2016, la Société a annoncé avoir engagé la société Eumedix, spécialiste européen reconnu de la finance d'entreprise, en tant que conseiller stratégique. Eumedix assistera Genticel dans l'évaluation de ses options stratégiques, avec un accent particulier sur la facilitation de l'accès de Genticel à des candidats-médicaments innovants.

2.5 FACTEURS DE RISQUES ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

2.5.1 FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques auxquels la Société est confrontée, la couverture de ces risques et les assurances y afférentes sont décrits en annexe 1 du rapport de gestion figurant dans le rapport financier annuel 2015 et ne présentent pas d'évolution significative sur le 1^{er} semestre 2016.

La Société n'anticipe pas d'évolution de la nature de ces risques au cours du second semestre 2016.

2.5.2 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées sont de même nature que celles présentées dans le Rapport Financier 2015 incluant le rapport de gestion du directoire:

- Paragraphe 3.3.1 du rapport de gestion ;
- Note 21 de l'annexe aux comptes IFRS ;
- Note 6.4 de l'annexe aux comptes en normes françaises.

Aucune convention significative n'a été conclue avec un membre du directoire ou du conseil de surveillance postérieurement à la date du rapport financier annuel 2015.

3. COMPTES SEMESTRIELS RÉSUMÉS ETABLIS EN NORMES IFRS POUR LA PÉRIODE DE SIX MOIS CLOSE LE 30 JUIN 2016

3.1 ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

GENTICEL		30/06/2016	31/12/2015
Etat de situation financière		€	€
	Notes		
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	3.1	53 023	54 017
Immobilisations corporelles	3.2	132 185	155 874
Autres actifs financiers non courants	4	5 230 197	5 290 657
Total actifs non courants		5 415 405	5 500 549
Stocks		-	52 560
Clients et comptes rattachés		220 113	-
Autres créances	5	5 298 695	3 653 694
Actifs financiers courants	4	5 020 833	5 021 938
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	4 637 227	11 659 829
Total actifs courants		15 176 868	20 388 021
Total Actif		20 592 273	25 888 570
PASSIF			
Capital	7	1 557 006	1 554 109
Primes d'émission et d'apport		48 507 438	48 420 039
Autres éléments du résultat global		55 412	4 948
Réserves		(29 470 243)	(18 451 210)
Résultat net de la période		(4 751 131)	(11 193 323)
Total des capitaux propres		15 898 482	20 334 563
Passifs non courants			
Engagements envers le personnel	10	299 476	322 060
Dettes financières non courantes	9	1 599 040	1 900 781
Passifs non courants		1 898 516	2 222 842
Passifs courants			
Dettes financières courantes	9	793 955	621 347
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 261 239	1 886 424
Dettes fiscales et sociales	11.1	698 449	821 340
Autres créditeurs et dettes diverses	11.2	41 631	2 055
Passifs courants		2 795 275	3 331 166
Total Passif		20 592 273	25 888 570

3.2 COMPTE DE RÉSULTAT

GENTICEL			30/06/2016	30/06/2015
Compte de résultat		Notes	6 mois	6 mois
			€	€
Chiffre d'affaires	12		-	-
Coûts des ventes			-	-
Marge brute			-	-
Autres revenus	12		220 000	88 371
Frais de recherche et développement net				
Frais de recherche et développement	13.1		(4 872 999)	(6 075 016)
Subvention	13.1		1 943 358	1 779 637
Frais généraux et administratifs	13.2		(2 062 551)	(1 554 160)
Résultat opérationnel			(4 772 191)	(5 761 168)
Charges financières	15		(27 076)	(34 477)
Produits financiers	15		48 137	132 878
Résultat avant impôts			(4 751 131)	(5 662 767)
Charge d'impôts			-	-
Résultat net de la période			(4 751 131)	(5 662 767)

Résultat par action			30/06/2016	30/06/2015
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation			15 552 554	15 440 235
Résultat de base par action (€/action)	17		(0,31)	(0,37)
Résultat dilué par action (€/action)	17		(0,31)	(0,37)

3.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

GENTICEL Etat du Résultat Global		Notes	30/06/2016 6 mois €	30/06/2015 6 mois €
Résultat net de la période			(4 751 131)	(5 662 767)
Écarts actuariels	10		50 464	27 673
Éléments non recyclables en résultat			50 464	27 673
Éléments recyclables en résultat			-	-
Autres éléments du résultat global (net d'impôts)			50 464	27 673
Résultat global			(4 700 667)	(5 635 094)

3.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

GENTICEL	Notes	Capital	Capital	Primes liées au capital	Réserves et résultat	Ecart actuariels	Capitaux propres
		Nombre d'actions	€	€	€	€	€
Variation des capitaux propres							
Au 31 décembre 2014*		15 440 235	1 544 024	48 112 032	(19 321 595)	(117 555)	30 216 905
Résultat net au 30 juin 2015 (six mois)			-	-	(5 662 767)	-	(5 662 767)
Autres éléments du résultat global			-	-		27 673	27 673
Résultat global			-	-	(5 662 767)	27 673	(5 635 094)
Contrat de liquidité			-	-	29 722	-	
Paiements en actions	8		-	-	506 588	-	506 588
Au 30 juin 2015*		15 440 235	1 544 024	48 112 032	(24 448 051)	(89 882)	25 118 122
Au 31 décembre 2015		15 541 086	1 554 109	48 420 039	(29 644 533)	4 948	20 334 563
Résultat net au 30 juin 2016 (six mois)			-	-	(4 751 131)	-	(4 751 131)
Autres éléments du résultat global			-	-		50 464	50 464
Résultat global			-	-	(4 751 131)	50 464	(4 700 667)
Exercice de BSPCE	8	28 969	2 897	87 399	-	-	90 296
Contrat de liquidité			-	-	(73 048)	-	(73 048)
Paiements en actions	8		-	-	247 339	-	247 339
Au 30 juin 2016		15 570 055	1 557 005	48 507 438	(34 221 373)	55 412	15 898 482

* Les capitaux propres au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2015 sont retraités de la correction d'erreur identifiée au cours de l'exercice 2015.

3.5 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

GENTICEL			30/06/2016	30/06/2015
Tableau des flux de trésorerie		Notes	6 mois	6 mois
			€	€
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles				
Résultat net de la période			(4 751 131)	(5 662 767)
(-) Élimination des amortissements des immobilisations incorporelles	3.1		(8 606)	(1 854)
(-) Élimination des amortissements des immobilisations corporelles	3.2		(29 460)	(23 621)
(-) Dotations provisions	10		(27 879)	(32 658)
(-) Charge liée aux paiements fondés sur des actions	8		(247 339)	(506 588)
(+) Intérêts sur placements			46 349	132 516
(-) Actualisation / désactualisation des avances			(24 519)	(30 561)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts			(4 459 677)	(5 200 000)
(-) Variation du besoin en fonds de roulement (nette des dépréciations de créances clients et stocks)			2 521 054	2 317 077
Flux de trésorerie générés par l'exploitation			(6 980 730)	(7 517 078)
Flux de trésorerie générés par l'investissement				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	3.1		(7 613)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	3.2		(5 771)	(65 542)
Démobilisation de dépôts à terme classés en autre actifs financiers courants et non courants			5 000 000	-
Souscription de dépôts à terme classés en autres actifs financiers courants & non courants			(5 000 000)	-
Intérêts sur placements			34 866	16 304
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			21 483	(49 238)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement				
Exercice de BSPCE	8		90 296	-
Remboursements d'emprunts et d'avances conditionnées	9		(153 680)	(188 240)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			(63 384)	(188 240)
Augmentation (Diminution de la trésorerie)			(7 022 631)	(7 754 556)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture (y compris concours bancaires courants)			11 659 656	10 169 940
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture (y compris concours bancaires courants)			4 637 025	2 415 385
Augmentation (Diminution de la trésorerie)			(7 022 631)	(7 754 555)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture			30/06/2016	30/06/2015
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6		4 637 227	2 415 503
Concours bancaires courants	9		(202)	(118)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture (y compris concours bancaires courants)			4 637 025	2 415 385

3.6 ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA VARIATION DU BESOIN DE FOND DE ROULEMENT (BFR)

Détail de la variation du BFR	30/06/2016	30/06/2015
Autres actifs financiers non courants	-	(9 179)
Stocks (net des dépréciations de stocks)	(52 560)	27 364
Clients et comptes rattachés (nets des dépréciations de créances clients)	220 113	-
Autres créances	1 645 001	2 193 467
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	625 185	105 294
Dettes fiscales et sociales	122 891	43 910
Autres créditeurs et dettes diverses	(39 577)	(43 779)
Total des variations	2 521 054	2 317 077

3.7 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS SEMESTRIELS

(Sauf indication contraire les montants mentionnés dans cette annexe sont en euros.)

NOTE 1 – INFORMATION RELATIVE À LA SOCIÉTÉ ET À SON ACTIVITÉ	15
NOTE 2 – PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	16
NOTE 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	19
NOTE 4 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS	20
NOTE 5 – AUTRES CRÉANCES	21
NOTE 6 – TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	21
NOTE 7 – CAPITAL	21
NOTE 8 – BONS DE SOUSCRIPTIONS D’ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTIONS D’ACTIONS DE PARTS DE CRÉATEURS D’ENTREPRISE	22
NOTE 9 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	25
NOTE 10 – ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL	26
NOTE 11 – PASSIFS COURANTS	27
NOTE 12 – CHIFFRE D’AFFAIRES ET AUTRES REVENUS	27
NOTE 13 – CHARGES OPÉRATIONNELLES	28
NOTE 14 – EFFECTIFS	29
NOTE 15 – PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS NETS	29
NOTE 16 – IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	29
NOTE 17 – RÉSULTAT PAR ACTION	29
NOTE 18 – PARTIES LIÉES	29
NOTE 19 – ENGAGEMENTS HORS BILAN	30

NOTE 1 – INFORMATION RELATIVE À LA SOCIÉTÉ ET À SON ACTIVITÉ

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes semestriels résumés établis en normes IFRS au 30 juin 2016.

Les états financiers semestriels de Genticiel ont été arrêtés par le Directoire du 15 septembre 2016 et autorisés à la publication.

1.1. INFORMATION RELATIVE À LA SOCIÉTÉ ET À SON ACTIVITÉ

Créée en octobre 2001, la société Genticiel (société anonyme de droit français) a pour objet social en France et à l'étranger : recherche, étude, développement, fabrication et diffusion de médicaments et produits médicamenteux et sanitaires dans le domaine de la santé humaine et animale.

Les recherches de Genticiel se concentrent sur le développement d'immunothérapies (vaccins thérapeutiques) GTL001 et GTL002 pour les femmes infectées par le Papillomavirus Humain (« HPV ») à haut risque.

La Société GENTICEL est cotée sur le marché Euronext à Paris et Bruxelles depuis le 8 avril 2014.

Adresse du siège social : Prologue-Biotech - 516 Rue Pierre et Marie Curie - 31670 LABEGE

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 439 489 022 RCS de TOULOUSE

La Société Genticiel est ci-après dénommée la « Société ».

1.2. ÉVÈNEMENTS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2016

Janvier 2016

- Nomination de Rémi Palmantier en tant que Directeur scientifique.
- Signature d'un accord avec Roche Molecular Systems Inc. afin d'évaluer le test HPV cobas® dans le cadre de la préparation de phase 3 de GTL001, le candidat vaccin thérapeutique le plus avancé contre les infections HPV 16/18.
- Annonce des premiers résultats de l'essai de phase 2, une étude randomisée, avec placebo, conduite en double aveugle, de GTL001, le candidat immunothérapeutique destiné à éliminer les infections HPV 16 et/ou 18. Malgré **l'absence de différence statistiquement significative de la clairance virale à 12 mois entre le groupe traité et le groupe placebo dans la population totale de l'étude**, cette différence est significative dans 2 sous-groupes prédéfinis, à savoir celui des patientes avec une cytologie normale et celui des patientes âgées de moins de 30 ans. Des données de clairance virale statistiquement significatives à 18 mois dans la population totale de l'étude seront déterminantes pour débiter la préparation de la phase 3. Ces données seront communiquées au troisième trimestre 2016. Le comité indépendant de surveillance et de suivi de l'essai (DSMB) réuni le 26 janvier 2016, a par ailleurs recommandé la poursuite de l'étude sans modification du protocole.

Mars 2016

- Annonce des résultats annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, avec trésorerie et placements financiers de 21,8 M€. La société a également annoncé un recentrage de ses activités sur le développement clinique de GTL001 et les partenariats, entraînant la suspension d'autres activités, notamment la production de lots cliniques à l'échelle industrielle, ainsi qu'une réduction potentielle des effectifs de l'ordre de 30%.

Avril 2016

- Annonce de résultats complémentaires à 12 mois de l'étude de phase 2 de GTL001, le candidat immunothérapeutique contre les infections HPV 16 et 18. L'analyse post-hoc montre une clairance virale statistiquement significative dans une sous-population représentant plus de 80% de la population cible de GTL001.

Juin 2016

- Publication dans 'Clinical Cancer Research' des résultats de Phase 1 de GTL001. Cette publication, s'intitulant « GTL001, a therapeutic vaccine for women infected with human papillomavirus 16 or 18 and normal cervical cytology: results of a phase 1 clinical trial » et signée par le Pr. Pierre Van Damme, président de l'Institut du vaccin et des maladies infectieuses de l'université d'Anvers (Belgique), est disponible en ligne sur le site internet de 'Clinical Cancer Research'.
- Annonce des résultats de l'étude de phase 1 dans laquelle le premier candidat de la Société s'est montré généralement sûr et bien toléré et a déclenché une réponse immunitaire spécifique chez des femmes à la cytologie normale (NILM1) infectées par HPV16 et HPV18. De plus, l'étude a donné de premières indications sur la capacité de GTL001 à promouvoir la clairance virale d'HPV16 et HPV18 dans cette population.
- Annonce de la capacité d'utiliser des tests de génotypage HPV largement répandus dans les programmes de phase 3 de GTL001, le candidat immunothérapeutique de Genticel contre les infections HPV 16 et 18. Le produit pharmaceutique GTL001 a par ailleurs achevé ses essais de stabilité démontrant une durée de conservation de 5 ans.
- Annonce des résultats de l'analyse intermédiaire à 18 mois de l'essai phase 2 de GTL001 chez les femmes infectées par HPV 16/18. Bien que cette nouvelle analyse intermédiaire à 18 mois ne révèle pas de nouveaux événements inattendus sur le plan de la sécurité, **la clairance virale dans la population traitée n'est toujours pas statistiquement différente de la clairance naturelle dans le groupe placebo.**

1.3. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE ET PERSPECTIVES

La Société a annoncé le 6 Juillet 2016 avoir engagé la société Eumedix, spécialiste européen reconnu de la finance d'entreprise, en tant que conseiller stratégique. Eumedix assistera Genticel dans l'évaluation de ses options stratégiques, avec un accent particulier sur la facilitation de l'accès de Genticel à des candidats-médicaments innovants, le cas échéant, au moyen d'une fusion ou d'une acquisition.

En complément de cette recherche de nouvelles opportunités, la Société poursuit au 2ème semestre 2016 sa politique de préservation de sa trésorerie et de mise en adéquation de ses ressources avec la réduction du plan de charges lié ses candidats GTL001 et GLT002. En particulier, la Société a entamé, dans le respect du droit français, des discussions avec les représentants des salariés de Genticel sur un nouveau projet de réduction des effectifs pour motif économique, prenant en compte les différentes échéances des travaux en cours.

NOTE 2 – PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**2.1. PRINCIPE D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES****Déclaration de conformité**

La société Genticel a établi ses comptes conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers, et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Conformément aux dispositions du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers résumés au 30 juin 2016 de Genticel ont été établis en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire" telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation des comptes. Ces notes doivent donc être complétées par la lecture des comptes IFRS de Genticel publiés au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour la société au 1^{er} janvier 2016 :

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2016

- Amendements à IAS 1 - Présentation des états financiers : « disclosure initiative »
- Amendements à IAS 19 - Régimes à prestations définies : cotisation des membres du personnel
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 - Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables
- Amendements à IAS 27 - Mise en équivalence dans les états financiers individuels
- Amendements à IFRS 11 - Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe
- Amendements à IAS 16 et IAS 41 - Plantes productrices
- Amélioration des IFRS (cycle 2012-2014)
- Amélioration des IFRS (cycle 2010-2012)

Ces nouveaux textes adoptés par l'Union Européenne n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes de la Société.

Normes, amendements de normes et interprétations non encore adoptées par la Société

Normes, amendements de normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne mais non encore obligatoires pour les comptes semestriels 2016

Néant.

Normes et interprétations publiées par l'IASB et non encore adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2016

- IFRS 9 - Instruments Financiers
- IFRS 14 - Comptes de report réglementaires
- IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients
- IFRS 16 - Locations
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Entités d'investissement : Application de l'exemption de consolidation
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une co-entreprise
- Amendements à IAS 12 - Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes
- Amendements à IAS 7 - Informations à fournir : Transferts d'actifs financiers
- Amendements à IFRS 2 - Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions
- Clarifications à IFRS 15

La Société est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes et n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

2.2. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

À l'exception des nouveaux textes identifiés ci-dessus, Genticel n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables au cours du 1^{er} semestre 2016.

2.3. UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels résumés, les principaux jugements effectués par la direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2015 à savoir :

- Attribution de bons de souscriptions d'actions ou de bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises aux salariés, dirigeants et aux prestataires extérieurs (cf. note 8),
- Non reconnaissance des impôts différés actifs net des impôts différés passifs (cf. note 16).

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

NOTE 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en euros)	Brevets	Logiciels	Marques	Total
---	----------------	------------------	----------------	--------------

VALEURS BRUTES				
État de la situation financière au 31 décembre 2015	47 088	65 671	990	113 749
Acquisition	-	7 613	-	7 613
Cession	-	-	-	-
Transfert	-	-	-	-
État de la situation financière au 30 juin 2016	47 088	73 283	990	121 361

AMORTISSEMENTS				
État de la situation financière au 31 décembre 2015	33 444	26 288	-	59 732
Augmentation	1 370	7 235	-	8 606
Diminution	-	-	-	-
État de la situation financière au 30 juin 2016	34 814	33 523	-	68 338

VALEURS NETTES COMPTABLES				
Au 31 décembre 2015	13 644	39 383	990	54 017
Au 30 juin 2016	12 273	39 760	990	53 023

Il n'y a pas eu d'indice de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Montants en euros)	Matériels et Outillages	Installations et agencements	Matériel de bureau, informatique, mobilier	Total
--	----------------------------	---------------------------------	---	-------

VALEURS BRUTES

État de la situation financière au 31 décembre 2015	600 776	170 019	137 840	908 635
Acquisition	-	2 743	3 028	5 771
Cession	-	-	-	-
Transfert	-	-	-	-
État de la situation financière au 30 juin 2016	600 776	172 762	140 868	914 406

AMORTISSEMENTS

État de la situation financière au 31 décembre 2015	518 619	128 855	105 287	752 761
Augmentation	16 102	4 391	8 967	29 460
Diminution	-	-	-	-
État de la situation financière au 30 juin 2016	534 722	133 245	114 254	782 221

VALEURS NETTES COMPTABLES

Au 31 décembre 2015	82 157	41 164	32 553	155 874
Au 30 juin 2016	66 055	39 516	26 614	132 185

Il n'y a pas eu d'indice de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

NOTE 4 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS

AUTRES ACTIFS FINANCIERS (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Contrat de capitalisation	5 166 680	5 154 093
Contrat de liquidité	43 700	116 748
Cautions	19 817	19 817
Total autres actifs financiers non courants	5 230 197	5 290 657
Dépôts à terme	5 020 833	5 021 938
Total actifs financiers courants	5 020 833	5 021 938

Les actifs financiers non courants au 30 juin 2016 sont constitués:

- d'un contrat de capitalisation souscrit le 18 août 2014 d'une valeur initiale de 5 000 K€ souscrit auprès de Natixis Life (Luxembourg). Ce contrat comporte les caractéristiques suivantes :
 - ▶ placement sur le « fond euros » (placements diversifiés à dominantes obligataires) qui bénéficie en permanence d'une garantie en capital et valorise le contrat suivant le principe de l'effet cliquet, à savoir que les intérêts attribués sont définitivement acquis,
 - ▶ libre disposition des fonds à travers la possibilité de rachat total ou partiel à tout moment, soumis à des pénalités de rachat contractuelles les trois premières années : 2% du montant racheté les 12 premiers mois ; 1,5% du montant racheté du 13^{ème} au 24^{ème} mois ; 1% du montant racheté du 25^{ème} au 36^{ème} mois ; 0% au-delà,

- ▶ absence de contrainte juridique ou contractuelle de conservation ou de blocage des fonds (durée de détention non subie).
- de réserve de trésorerie liée au contrat de liquidités ;
- des cautions au titre des baux commerciaux pour les locations.

Les actifs financiers courants au 30 juin 2016 sont constitués d'un dépôt à terme souscrit en janvier 2016 d'une valeur initiale 5 000 K€ à échéance en janvier 2017, avec remboursement anticipé possible.

NOTE 5 – AUTRES CRÉANCES

AUTRES CREANCES (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Crédit d'impôt recherche (1)	4 943 810	3 000 452
Crédit impôt compétitivité emploi ("CICE")	6 390	27 596
Taxe sur la valeur ajoutée	156 992	322 253
Avoirs à recevoir	-	110 862
Charges constatées d'avance (2)	178 969	191 484
Divers	12 534	1 047
Total autres créances	5 298 695	3 653 694

(1) Crédit d'impôt recherche (« CIR »)

En l'absence de résultat imposable et compte tenu du statut de PME communautaire de la Société, la créance sur l'Etat relative au Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») est remboursable l'année suivant celle de sa constatation.

Le remboursement du montant déclaré au titre de l'exercice 2015 (3 008 K€) est prévu sur le 2^{ème} semestre 2016.

(2) Les charges constatées d'avance se rapportent à des charges courantes.

NOTE 6 – TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes bancaires	2 626 574	5 650 591
SICAV monétaires	2 010 653	6 009 238
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	4 637 227	11 659 829

NOTE 7 – CAPITAL

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	30/06/2016	31/12/2015
Capital (en euros)	1 557 005,50	1 554 108,60

Nombre d'actions	15 570 055	15 541 086
<i>dont Actions ordinaires</i>	<i>15 570 055</i>	<i>15 541 086</i>

Valeur nominale (en euros)	0,10 €	0,10 €
----------------------------	--------	--------

Capital émis

Le capital social est fixé à la somme de 1 557 005,50 €. Il est divisé en 15 570 055 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,10 €.

Ce nombre s'entend hors Bons de Souscription d'Actions (« BSA »), et Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE ») octroyés à certains investisseurs et à certaines personnes physiques, salariées ou non de la Société et non encore exercés.

Gestion du capital

La politique de la Société consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

Au 30 juin 2016, la Société détenait 45 353 actions propres dans le cadre du contrat de liquidité signé avec la Banque Oddo et Cie le 18 avril 2014.

Distribution de dividendes

La société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au cours des périodes présentées.

NOTE 8 – BONS DE SOUSCRIPTIONS D' ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTIONS D' ACTIONS DE PARTS DE CRÉATEURS D' ENTREPRISE

Bons de souscriptions d'actions émis au profit d'investisseurs financiers

Évolution des bons en circulation

Évolution des BSA investisseurs	Nombre de bons en circulation					Nombre d'actions pouvant être souscrites
	31/12/2015	Attribués	Exercés	Caducs	30/06/2016	
BSA autres investisseurs	133 334				133 334	133 334
Total	133 334	-	-	-	133 334	133 334

Bons de souscriptions d'actions (« BSA ») émis au profit de membres du Conseil de Surveillance, membres du Directoire et consultants.

Évolution des bons en circulation

Type	Date d'attribution	Nombre de bons en circulation					Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites (1)
		31/12/2015	Attribués	Exercés	Caducs	30/06/2016	
BSA _{10/2008}	Directoire du 24/10/2008	30 800				30 800	30 800
BSA _{02/2010}	Directoire du 14/02/2010	155 200				155 200	155 200
BSA _{12/2013}	Directoire du 20/12/2013	116 000				116 000	116 000
BSA _{09/2014}	Directoire du 12/09/2014	35 000				35 000	35 000
Total		337 000	-	-	-	337 000	337 000

(1) étant donné que certains bons sont en cours d'acquisition des droits

Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE ») émis au profit des salariés et membres du Directoire.

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives au plan d'options émis au cours du 1^{er} semestre 2016 ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS 2 :

Type	Date d'attribution	Caractéristiques des plans			Hypothèses retenues		
		Nombre total de bons attribués	Durée d'exercice	Prix d'exercice	Volatilité	Taux sans risque	Valorisation totale IFRS2 initiale (Black& Scholes)
BSPCE 03/2016	Directoire du 01/03/2016	100 000	10 ans	4,19 €	53,67%	-0,23%	235 028 €

Les BSPCE pourront être exercés par leur titulaire à compter de la date d'attribution par le Directoire, à hauteur de 1/3 des bons attribués au titulaire par an.

Évolution des bons en circulation

Type	Date d'attribution	Nombre de bons en circulation					Nombre maximum d'actions pouvant être souscrites (1)
		31/12/2015	Attribués	Exercés	Caducs	30/06/2016	
BSPCE 02/2007		28 000				28 000	28 000
BSPCE 04/2009	Directoire du 09/04/2009	60 740				60 740	60 740
BSPCE 12/2010	Directoire du 17/12/2010	160 180		(15 080)		145 100	145 100
BSPCE 09/2011	Directoire du 30/09/2011	9 000		(9 000)		-	-
BSPCE 06/2012	AG du 26/06/2012	13 000				13 000	13 000
BSPCE 12/2012	Directoire du 11/12/2012	11 750				11 750	11 750
BSPCE 02/2013	Directoire du 15/02/2013	10 500		(1 500)		9 000	9 000
BSPCE 12/2013	Directoire du 20/12/2013	112 718		(3 389)	(2 712)	106 617	106 617
BSPCE 05/2014	Directoire du 14/05/2014	466 975			(33 336)	433 639	433 639
BSPCE 12/2014	Directoire du 9/12/2014	7 590			(7 590)	-	-
BSPCE 04/2015	Directoire du 23/04/2015	5 059				5 059	5 059
BSPCE 04/2015	Directoire du 23/04/2015	45 000				45 000	45 000
BSPCE 09/2015	Directoire du 01/03/2016	-	100 000			100 000	100 000
Total		930 512	100 000	(28 969)	(43 638)	957 905	957 905

(1) étant donné que certains bons sont en cours d'acquisition des droits

Charge IFRS comptabilisée au titre du 1er semestre 2015 et du 1er semestre 2016

Type	30/06/2015				30/06/2016			
	Coût probabilisé du plan à date	Charge cumulée à l'ouverture	Charge de la période	Charge cumulée à date	Coût probabilisé du plan à date	Charge cumulée à l'ouverture	Charge de l'exercice	Charge cumulée à date
BSPCE 11/2005	47 916	47 916	-	47 916	47 916	47 916	-	47 916
BSPCE 02/2007	44 800	44 800	-	44 800	44 800	44 800	-	44 800
BSPCE 04/2009	159 279	159 279	-	159 279	159 279	159 279	-	159 279
BSPCE 12/2010	342 701	342 701	-	342 701	342 701	342 701	-	342 701
BSPCE 09/2011	23 013	23 012	-	23 012	23 013	23 013	-	23 013
BSPCE 06/2012	22 161	20 967	1 194	22 161	22 161	22 161	-	22 161
BSPCE 12/2012	18 943	16 954	1 044	17 998	18 943	18 943	-	18 943
BSPCE 02/2013	31 148	24 646	3 085	27 731	28 020	26 668	1 352	28 020
BSPCE 12/2013	250 192	152 786	33 392	186 178	242 157	218 749	9 371	228 120
BSPCE 05/2014	1 588 981	607 574	407 862	1 015 436	1 497 624	1 219 910	129 326	1 349 236
BSPCE 12/2014	20 918	730	6 003	6 733	6 973	12 395	(5 422)	6 973
BSPCE 04/2015	15 636	-	1 683	1 683	15 636	6 237	3 509	9 746
BSPCE 09/2015	-	-	-	-	146 095	42 321	41 992	84 313
BSPCE 03/2016	-	-	-	-	235 028	-	45 110	45 110
Total	2 565 688	1 441 365	454 262	1 895 627	2 830 346	2 185 093	225 240	2 410 331

Type	30/06/2015				30/06/2016			
	Coût probabilisé du plan à date	Charge cumulée à l'ouverture	Charge de la période	Charge cumulée à date	Coût probabilisé du plan à date	Charge cumulée à l'ouverture	Charge de l'exercice	Charge cumulée à date
BSA 10/2008	60 225	60 225	-	60 225	60 225	60 225	-	60 225
BSA 02/2010	257 630	257 630	-	257 630	257 630	257 630	-	257 630
BSA 12/2013	220 552	136 681	30 405	167 086	220 552	196 786	12 152	208 938
BSA 09/2014	72 228	13 322	21 921	35 243	72 228	50 186	9 949	60 135
Total	610 635	467 857	52 327	520 185	610 636	564 826	22 101	586 928

NOTE 9 – EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES (montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Avances remboursables	1 599 040	1 900 781
Dettes financières non courantes	1 599 040	1 900 781

Concours bancaires courants	202	174
Emprunt obligataire - composante dettes	612	612
Avances remboursables	793 141	620 561
Dettes financières courantes	793 955	621 347

Total dettes financières	2 392 995	2 522 128
---------------------------------	------------------	------------------

Réconciliation valeur de remboursement / valeur au bilan

RECONCILIATION VALEUR AU BILAN / VALEUR DE REMBOURSEMENT (montants en euros)	Valeur de remboursement 30/06/2016	Coût amorti	Valeur au bilan	
			30/06/2016	31/12/2015
Avances remboursables	2 456 134	(63 953)	2 392 181	2 521 342
Concours bancaires courants	202	-	202	174
Emprunts obligataires	612	-	612	612
Total dettes financières	2 456 948	(63 953)	2 392 995	2 522 128

Ventilation des dettes financières par échéance, en valeur de remboursement

Les échéances des dettes financières s'analysent comme suit au cours des exercices présentés :

DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES (montants en euros)	30/06/2016			
	Montant brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Avances remboursables	2 456 134	806 640	1 649 494	-
Concours bancaires courants	202	202	-	-
Emprunt obligataire - composante dettes	612	612	-	-
Total dettes financières	2 456 948	807 454	1 649 494	-

Dettes financières courantes 807 454

Dettes financières non courantes 1 649 494

9.1. AVANCES REMBOURSABLES

EVOLUTION DES AVANCES REMBOURSABLES ET SUBVENTIONS (Montant en euros)	OSEO 2 - HPV	OSEO 3 - ProCervix (GTL001)	OSEO 4 - Magenta	Total
Au 31 décembre 2015	727 199	641 259	1 152 884	2 521 342
(+) Encaissement	-	-	-	-
(-) Remboursement	(125 000)	(28 680)	-	(153 680)
Subventions	-	-	-	-
Charges financières	11 828	8 748	3 943	24 519
(+/-) Autres mouvements	-	-	-	-
Au 30 juin 2016	614 027	621 327	1 156 827	2 392 181

La Société n'a pas obtenu de nouvelle avance remboursable au cours du 1^{er} semestre 2016 ni reçu de versements complémentaires au titre des avances existantes.

NOTE 10 – ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

HYPOTHESES ACTUARIELLES	30/06/2016	31/12/2015
Age de départ à la retraite	Départ volontaire entre 65 et 67 ans	
Conventions collectives	Industrie Pharmaceutique	
Taux d'actualisation (IBOXX Corporates AA)	1,05%	2,03%
Table de mortalité	INSEE 2015	INSEE 2014
Taux de revalorisation des salaires	2,50%	2,50%
Taux de turn-over	Élevé	Élevé
Taux de charges sociales :		
Cadres	45%	45%
Employés	43%	43%
Techniciens	n/a	47%

La provision pour engagement de retraite a évolué de la façon suivante :

ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL (Montants en euros)	Indemnités de départ en retraite
Au 31 décembre 2015	322 060
Coûts des services passés	24 774
Coûts financiers	3 105
Écarts actuariels	(50 463)
Au 30 juin 2016	299 476

NOTE 11 – PASSIFS COURANTS

11.1. DETTES FISCALES ET SOCIALES

DETTES FISCALES ET SOCIALES (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Personnel et comptes rattachés	347 976	393 273
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	295 975	394 093
Autres impôts, taxes et versements assimilés	54 498	33 973
Total dettes fiscales et sociales	698 449	821 340

11.2. AUTRES PASSIFS COURANTS

AUTRES PASSIFS COURANTS (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Rémunération et jetons de présence dus aux membres du Conseil de Surveillance	40 700	-
Divers	931	2 055
Total autres passifs courants	41 631	2 055

NOTE 12 – CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES REVENUS

CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES REVENUS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
France	-	-
Inde	220 000	88 371
Total chiffre d'affaires et autres revenus	220 000	88 371

La société a conclu le 2 février 2015 un accord de licence avec l'entreprise pharmaceutique Serum Institute of India Ltd. (SIIL) relatif à sa technologie Vaxiclase, dans le cadre de la mise au point par SIIL de vaccins acellulaires et multivalents contenant notamment des antigènes contre la coqueluche.

En contrepartie de l'accès à et de l'utilisation de la plateforme Vaxiclase dans l'indication autorisée, Genticiel pourrait percevoir jusqu'à 57 millions de dollars US de paiements initiaux et de paiements d'étapes sur le développement et les ventes en fonction de critères définis aux termes de l'accord, ainsi que des redevances à un chiffre sur les ventes nettes.

Au titre de ce contrat, un paiement initial de 100 K\$ (88 K€) et la livraison de Vaxiclase caractérisé pour 250 K\$ (220 K€) ont respectivement été facturés au cours du 1^{er} semestre 2015 et du 1^{er} semestre 2016.

NOTE 13 – CHARGES OPÉRATIONNELLES

13.1. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Matières premières et consommations	(43 304)	(76 577)
Études et prestations	(3 100 772)	(3 840 297)
Entretien et réparation	(34 426)	(46 970)
Assurances	(31 943)	-
Publicité	-	(7 666)
Déplacements, missions et réceptions	(46 765)	(55 436)
Autres services extérieurs	(20 463)	(17 089)
Charges de personnel	(1 368 968)	(1 448 521)
Redevances et brevets	(81 694)	(217 754)
Amortissements des immobilisations	(1 370)	(1 370)
Paiements fondés sur des actions	(143 293)	(363 336)
Frais de Recherche et Développement	(4 872 999)	(6 075 016)
Crédit d'impôt recherche	1 943 358	1 779 387
Subventions	-	250
Subventions	1 943 358	1 779 637

13.2. FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

COÛTS ADMINISTRATIFS (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Locations mobilières et immobilières	(104 964)	(90 587)
Entretien et réparation	(27 802)	(26 279)
Assurances	(31 636)	(49 493)
Honoraires, juridique et prop.	(461 456)	(492 794)
Publicité	(67 091)	(72 350)
Déplacements, missions et réceptions	(108 095)	(106 434)
Autres services extérieurs	(179 580)	(114 734)
Impôts et taxes	(55 389)	(31 856)
Charges de personnel	(468 817)	(352 277)
Frais de restructuration	(366 980)	-
Jetons de présence	(50 000)	(50 000)
Amortissements des immobilisations	(36 695)	(24 105)
Paiements fondés sur des actions	(104 046)	(143 252)
Coûts Administratifs	(2 062 551)	(1 554 160)

NOTE 14 – EFFECTIFS

EFFECTIFS MOYENS	30/06/2016 (6 mois)	30/06/2015 (6 mois)
Cadres	23,8	24,6
Employés	5,3	8,0
Total effectifs moyens	29,1	32,6

NOTE 15 – PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS NETS

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Autres charges financières	(24 519)	(30 561)
Autres produits financiers	46 349	132 516
(Pertes) et gains de change	(769)	(3 554)
Total produits et charges financiers	21 061	98 401

NOTE 16 – IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Sur la base des mêmes règles que celles du 31 décembre 2015, la Société n'a pas reconnu d'impôt différé actif au 30 juin 2016.

NOTE 17 – RÉSULTAT PAR ACTION

RESULTAT DE BASE PAR ACTION	30/06/2016	30/06/2015
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	15 552 554	15 440 235

Résultat net de la période en euros	(4 751 131)	(5 662 767)
Résultat de base par action (€/action)	(0,31)	(0,37)
Résultat dilué par action (€/action)	(0,31)	(0,37)

NOTE 18 – PARTIES LIÉES
18.1. RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est octroyé aux membres du conseil de surveillance et aux membres du directoire.

Les rémunérations dues aux membres du conseil de surveillance et aux membres du directoire s'analysent de la façon suivante :

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX (montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Rémunérations fixes dues	374 834	370 936
Rémunérations variables dues	36 376	81 492
Avantages en nature	4 878	11 477
Jetons de présence	50 000	50 000
Paiements fondés sur des actions	180 808	411 140
Honoraires de conseils	30 000	34 425
TOTAL	676 897	959 470

Les modalités d'allocation des parts variables sont établies en fonction de critères de performances.

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en Note 8.

18.2. CONTRATS DE CONSULTANTS

La Société a conclu des Contrats de consultants avec deux des membres du Conseil de surveillance:

- Contrat de consultant avec M. Hercend (Président du Conseil de Surveillance), ayant engendré une facturation d'honoraires de 30 000 € HT au titre du 1er semestre 2016 ;
- Contrat de consultant avec M. Hoch (Membre du Conseil de Surveillance), n'ayant pas engendré de facturation d'honoraires au cours du 1er semestre 2016.

NOTE 19 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan existants au 31 décembre 2015 n'ont pas changé de façon significative sur la période.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE – PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2016 AU 30 JUIN 2016



100, rue de Courcelles
75017 Paris
Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Paris

8, chemin de la Terrasse
31500 Toulouse
Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Toulouse

GENTICEL
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1 557 005,50 EUROS

Siège social :
516, rue Pierre et Marie Curie
31670 LABEGE

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**
Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels résumés de la société GENTICEL, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels résumés.

Paris et Toulouse, le 19 septembre 2016

Les commissaires aux comptes

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International

SYGNATURES

Laurent Bouby
Associé

Laure Mulin
Associée